



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2025 – 103

Arras, le **10 AVR. 2025**

COMMUNES DE DOUVVIN ET DE BILLY-BERCLAU

SOCIÉTÉ AUTOMOTIVE CELLS COMPANY FACTORIES EUROPE SA

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement, en particulier ses article 8 et annexe I Système de Gestion de la Sécurité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 25 janvier 2024 à la société AUTOMOTIVE CELLS COMPANY FACTORIES EUROPE SA pour l'exploitation d'une unité de fabrication de batteries pour véhicules électriques sur le territoire des communes de BILLY-BERCLAU et de DOUVVIN à l'adresse suivante 1173, Boulevard de l'Est à BILLY-BERCLAU (62138) ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement sur le site en date du 22 novembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 28 janvier 2025 suite à la visite du 22 novembre 2024 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 29 janvier 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

1/3

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 22 novembre 2024, l'inspection de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Les rôles et l'organisation des responsables au sein de la direction, en particulier l'articulation des missions entre le groupe et le site, afin d'élaborer, réviser et mettre en œuvre la Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM) de l'établissement ne sont pas suffisamment décrits dans le manuel du Système de Gestion de la Sécurité (SGS) associé ;
- L'exploitant n'a pas établi ou identifié les procédures pour chaque item du SGS ainsi que les principaux documents et outils associés ;

2. ces manquements constituent un manquement aux dispositions de l'article L. 515-33 du Code de l'environnement, de l'article 8 et de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société AUTOMOTIVE CELLS COMPANY FACTORIES EUROPE SA de respecter les prescriptions et dispositions de l'article L. 515-33 du Code de l'environnement, de l'article 8 et de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société AUTOMOTIVE CELLS COMPANY FACTORIES EUROPE SA, dont le siège social est situé 140, Avenue d'Aquitaine à BRUGES (33520), et qui exploite une unité de fabrication de batteries pour véhicules électriques située 1173, Boulebard de l'Est sur le territoire des communes de BILLY-BERCLAU et de DOUVVIN (62138), est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article L. 515-33 du Code de l'environnement en décrivant les rôles et l'organisation des responsables au sein de la direction, en particulier l'articulation des missions entre le groupe et le site, afin d'élaborer, réviser et mettre en œuvre la Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM) du site ;
- les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 en modifiant son Système de Gestion de la Sécurité (SGS) afin qu'il soit conforme aux dispositions de l'annexe I de ce même arrêté ministériel, notamment en élaborant les procédures manquantes, en identifiant dans le manuel SGS l'ensemble des documents et outils associés à chaque item.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même Code.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyen" accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

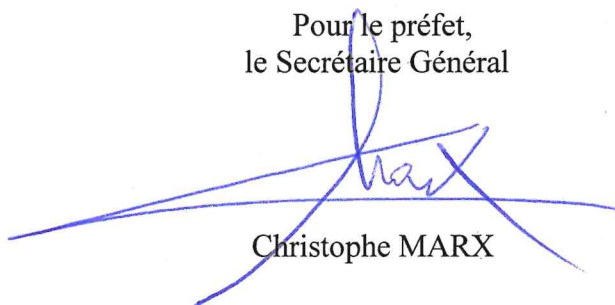
Article 4 : Publicité

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-préfet de BÉTHUNE et le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AUTOMOTIVE CELLS COMPANY FACTORIES EUROPE SA et dont une copie sera transmise en mairies de BILLY-BERCLAU et de DOUVVIN.

Pour le préfet,
le Secrétaire Général



Christophe MARX

Copies destinées à :

- Société AUTOMOTIVE CELLS COMPANY FACTORIES EUROPE SA
- Sous-préfecture de BÉTHUNE
- Mairies de BILLY-BERCLAU et de DOUVVIN
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - U.D de l'Artois
- Dossier

